

*M. Pradeau (Majoration de l'allocation forfaitaire pour tierce personne aux aveugles de la Résistance)* [11 mars 1955] (p. 1328); Chap. 46-28 : *Appareillage des mutilés* (p. 1339); Chap. 46-30 : *Bénéficiaires de la première tranche du plan quadriennal* (p. 1340); *Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés* (p. 1340); Chap. 46-32 : *Règlement des droits pécuniaires des F. F. I.* (p. 1341); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1342, 1345); Chap. 46-36 : *Statut du réfractaire* (p. 1347); Chap. 46-37 : *Statut des déportés du travail* (p. 1347); Art. 7 : *Amendement de M. Mouton (Suppression de la forclusion, application de l'article 48 du Règlement)* (p. 1352, 1353); Art. 9 : *Amendement de Mme Rose Guérin (Report de la date de forclusion au 31 juillet 1956)* (p. 1353); *Article additionnel de M. Pradeau (Transformation des emplois administratifs des foyers de pensionnés de guerre en emplois permanents)* (p. 1361); *Son article additionnel (Application de la présomption d'origine aux hommes du contingent)* (p. 1361, 1362); *Article additionnel de M. Tourné (Payement du reliquat du solde dû aux anciens prisonniers)* (p. 1370); *Article additionnel de M. Tourné (Payement des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1953)* (p. 1371); *Article additionnel de M. Tourné (Destination des crédits de ce budget aux anciens combattants)* (p. 1372); *Ses explications de vote* (p. 1378); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Réformes en Algérie* [3 février 1955] (p. 674); *Pouvoirs de la minorité capitaliste* (p. 676). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Budget de la guerre et agriculture en U. R. S. S.* [18 février 1955] (p. 818, 819). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. — CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Rapport constant, revalorisation de la fonction publique* [8 mars 1955] (p. 1178); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 42 : *Ponts à reconstruire* [15 mars 1955] (p. 1437); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Taxe sur le chiffre d'affaires concernant la bière)* [29 mars 1955] (p. 2072, 2073).

**DASSAULT (M. Marcel)**, *Député des Alpes-Maritimes. (R. S.)*

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964) — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 mars 1955] (**F. n° 512**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement d'un plan triennal en vue de faciliter la construction de maisons individuelles de 100 mètres carrés et de 4 pièces aux personnes ne disposant pas de capitaux importants au départ, **n° 249**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre à chaque citoyen de devenir propriétaire d'une maison individuelle ou d'un appartement dans un immeuble destiné à être habité en copropriété, grâce à la création d'une prime production-construction et à la diminution du prix de revient des immeubles résultant de la fabrication en série des éléments standard de l'habitat, **n° 1828**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE ; Etat A, Chap. 3472 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs)* [15 novembre 1952] (p. 5264); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT ; Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale*

(Prélèvement de 1 0/0 sur les salaires en faveur de la construction remplacé par un prélèvement de 1 0/0 sur le chiffre d'affaires) [30 novembre 1953] (p. 5700, 5701); Article additionnel : *Son amendement tendant à percevoir sur les employeurs 1 0/0 du montant du chiffre d'affaires pour construire* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5795); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR ; Etat A, Chap. 52-71 : *Amendement de M. Monteil (Attribution des machines-outils à diverses sociétés)* [18 mars 1954] (p. 1020); Chap. 53-72 : *Matériel de série de l'armée de l'air (Remercie M. Bouret de son hommage, en son nom et au nom de ses techniciens)* (p. 1022). — Est entendu pour un fait personnel : *Propos de M. Billoux sur ses intérêts et ceux de M. de Bénouville au Maroc ; son attitude envers son personnel, son expérience de la déportation* [8 octobre 1955] (p. 4924). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Avenir réservé aux droits des Français du Maroc* [8 octobre 1955] (p. 4954).

**DASSONVILLE (M. Gaston)**, Député du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription). (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de Justice* [28 août 1951] (p. 6534).

#### Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions aux agriculteurs de la région de Saint-Omer, Calais, Dunkerque, des départements du Nord et du Pas-de-Calais, victimes du violent orage du 1<sup>er</sup> août 1951; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 aux victimes de cette calamité, n° 553. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer la retraite du combattant à tous les titulaires de la carte, selon l'âge requis,

n° 1154. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 10 millions de francs aux familles des victimes du naufrage de la drague « Pas-de-Calais II » coulée par l'explosion d'une torpille à Boulogne-sur-Mer, n° 4209.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Titre 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord les articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5415).

**DAVID (M. Jean-Paul)**, Député de Seine-et-Oise [1<sup>re</sup> circonscription] (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [8 mars 1955] (F. n° 504).

#### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant révision de rentes viagères constituées entre particuliers, n° 139. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à abroger les droits de succession en ligne directe et entre époux, n° 805. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime actuel du service militaire, n° 1244. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 283 du Code général des impôts en ce qui concerne les moutards et autres épices préparées, n° 1299. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 271 et 290 du Code général des impôts en ce qui concerne les aviculteurs, n° 1586. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles publiques ayant plus de 300 élèves inscrits, n° 1904. — Le 4 janvier